

MARCHÉ DU TRAVAIL L'impact des préoccupations environnementales est difficile à quantifier, entre les emplois nouveaux, ceux qui changent et ceux qui sont menacés.

Emplois verts : l'impossible calcul

Près d'un million d'emplois « verts » ! C'est ce que vient de recenser le ministère de l'Ecologie parmi quelque 28 millions d'actifs en France. Déjà, en 2009, le Boston Consulting Group avait créé la polémique, en évoquant, d'ici à 2020, la création de 600.000 emplois « verts » dans le sillage du Grenelle de l'environnement. Les chiffres donnent le vertige. Mais que recouvrent-ils ?

Sur le terrain, le bilan semble modeste. Pour l'heure, le site spécialisé Emploi-environnement.com n'affiche que 1.500 postes à pourvoir, soit quelques dizaines, seulement, de plus qu'en 2010. Et si certains secteurs, dont la gestion des déchets, restent porteurs, l'élan des énergies renouvelables en matière d'embauches semble s'essouffler : « *De 200 à 250 postes concernant les énergies renouvelables l'an dernier, nous n'en avons plus qu'une centaine* », commente David Ascher, directeur d'Emploi-environnement.com. Pis, secouée par des changements de réglementation, l'industrie photovoltaïque a vécu ses premiers licenciements. En Isère, le fabricant de panneaux Photowatt a supprimé 70 postes et délocalisé 160 emplois de production vers la Chine.

Pourtant, son DRH, Jean-Louis Perrot, envisage aussi une dizaine de recrutements de techniciens, et davantage, à terme, sur des postes de conseil et d'ingénierie. De même, en s'élançant dans le photovoltaïque, l'industriel Bosch a préservé 460 emplois à Vénissieux. Un temps condamnée à fermer, l'usine, jadis spécialiste des systèmes à injection diesel, assemblera des panneaux photovoltaïques en 2012.

Créations et destructions

Difficile d'y voir clair. Il est trop tôt, affirmait Denis Ranque, lors des « Rencontres nationales des métiers de l'économie vertes », mi-juin : « *La plupart des marchés manquent de maturité et ne sont pas encore solvables* », assurait le président du Cercle de l'industrie et patron de Technicolor. Parmi les secteurs les plus en pointe en développement durable, le

BTP fait figure de locomotive. De fait, depuis le « Grenelle », les revenus des professionnels sont liés à la performance énergétique des bâtiments. Mais, là encore, quid des 200.000 nouveaux postes prévus ? Et ces emplois, une fois les bâtiments mis en conformité, seront-ils pérennes ? Autant de données complexes à évaluer « *d'autant que la crise a freiné l'élan de 2007* », concède Sabine Basili, vice-présidente chargée des affaires économiques à la pourtant très active Capeb, qui fédère les artisans du secteur.

En outre, si des professions inédites comme diagnostiqueur immobilier ou juriste en environnement voient le jour, d'autres sont menacées sous le joug de la contrainte carbone. Une étude menée par Groupe Alpha et Syndex table ainsi, d'ici à 2020, sur 900 emplois détruits dans le raffi-



nage, 5.000 dans la sidérurgie et 14.000 dans le papier-carton. « Cette notion d'emplois verts est dangereuse car elle tient du mirage. Il ne s'agit pas tant de créer des emplois de spécialistes que de verdir l'ensemble des fonctions des entreprises », résume Jean-Louis Pierrrel, secrétaire général de l'association Synergie Campus Entreprises, qui représente 25 grands groupes auprès de l'enseignement et des pouvoirs publics.

Car du conseil à la chimie, la « croissance verte » aurait un impact sur 530.000 emplois, selon le ministère, y compris dans des secteurs qui en semblent éloignés : « A terme, une compagnie d'assurance va-t-elle assurer de la même façon une entreprise qui pollue et une qui ne pollue pas ? » interroge Georges Asseraf, président de la Commission nationale de la certification professionnelle (CNCP).

D'où le besoin pour les entreprises de se préparer. « Ça n'est pas une révolution : on ne passera pas du cocher chauffeur à la vapeur, renchérit Joël Decaillon, de la Confédération européenne des syndicats. Mais l'ensemble des filières subiront des mutations avec, souvent, des risques sociaux : le transport routier de marchandises, par exemple, pourrait pâtir de l'essor du fluvial ou du ferroviaire... »

Faciliter les transitions

A charge, donc, pour les employeurs de faciliter les transitions professionnelles, en dotant leurs salariés des compétences nécessaires. Mais encore faut-il « identifier l'intensité du vert pour organiser les diplômes et les certifications professionnelles », estime Georges Asseraf, qui remettra en juillet, un rapport à Nathalie Kosciusko-Morizet sur ce thème. C'est là que le bât blesse.

Car, dans le monde du travail, le terme « vert » a mille et une définitions. En outre, « pour rendre un métier plus vert, des alliages inédits de compétences doivent émerger, bien au-delà des considérations écologiques : élaborer une voiture "propre" nécessite, par exemple, de rapprocher des savoir-faire en mécanique et en électronique. Ce qui n'était pas forcément le cas auparavant dans l'automobile », souligne Jacky Payolle, directeur du Centre études et prospective de Groupe Alpha.

Côté formation, chacun fourbit ses armes. Déjà, la biodiversité est prise en compte dans l'apprentissage de l'urbanisme. La gestion des déchets est comprise dans les formations au BTP. Les changements climatiques sont intégrés à l'enseignement en tourisme. Quant aux ingénieurs en herbe, ils doivent désormais analyser les cycles de vie des produits pour décrocher leur diplôme. De leur côté, les universités planchent sur des référentiels de compétences. Et parmi les fédérations, la Capeb dévoilera, dès juillet, une étude sur l'évolution des compétences à intégrer dans ses métiers.

En attendant, le flou demeure. « On note une inflation d'initiales de formations afin d'attirer les élèves. Les DRH peinent à s'y retrouver », constate Jean-Louis Pierrrel. D'autant que les entreprises recrutent peu de personnes spécialisées. « C'est un peu comme la démarche qualité. Les

postes liés au développement durable nécessitent d'abord de connaître les rouages d'une entreprise, son fonctionnement, son organisation.

Aussi ne sont-ils pas destinés aux jeunes diplômés mais aux personnes d'expérience », explique-t-il.

D'ailleurs, chez Bosch, bien que l'usine se soit reconvertie, « l'organisation industrielle reste inchangée. C'est de la production, avec les mêmes fonctions de maintenance, de logistique... », commente Marc Baeumlin, responsable technique du site de Vénissieux.

Du coup, pour former leurs troupes, certains professionnels ont pris les devants. A l'instar de la société de recyclage Paprec, qui a monté une école de formation avec Randstad pour enseigner le tri des déchets. Bosch, lui, a voué la coquette somme de 1 million d'euros pour convertir ses équipes de Vénissieux au photovoltaïque.

Les pouvoirs publics, eux aussi, ont mis la main à la pâte, en lançant aux côtés de la Capeb, la Fédération du bâtiment, l'Ademe et EDF, une formation sur les économies d'énergie baptisée FEEbat : 38.000 professionnels l'ont suivie... sur un million d'actifs du bâtiment. Partout, l'effervescence règne. Mais les réponses prendront du temps.

ANNE BARIET

AVEC LAURANCE N'KAQUA

LES CHIFFRES OFFICIELS

Les éco-activités

424.300 emplois, dont :

Métiers de l'environnement :

256.100 emplois dans la gestion des déchets (37,4 %), la gestion des eaux (37,2 %), la réhabilitation des sols et des eaux (10,6 %), le bruit (5,8 %)...

Métiers liés à la gestion des ressources naturelles :

112.500 emplois dans les énergies renouvelables (43,3 %), la récupération (29,4 %), la maîtrise de l'énergie (21,3 %)...

Activités transversales :

55.700 emplois dans les services généraux publics (48,3 %), la R&D (27,8 %) et l'ingénierie (23,9 %).

Les activités périphériques

528.000 emplois dans les transports (22,9 %), la gestion des espaces verts (9,4 %), la production et la distribution d'eau (6 %) et d'autres activités (agriculture, pêche, industrie, construction...).

Source : Commissariat général au développement durable.

EIFFAGE PHOSPHORE SUR LES COMPÉTENCES

En 2007, le groupe de BTP Eiffage a bâti Phosphore, un laboratoire virtuel de prospective en développement durable, chargé d'imaginer une ville virtuelle adaptée aux contraintes du futur : gare urbaine multimodale, tour de bureaux, écoquartiers... Avec, à la clef, des conceptions bioclimatiques, des micro-éoliennes en toiture ou encore des procédés de dépollution et un traitement autonome des eaux collectées... Des ingénieurs de tous les

métiers du groupe s'y affairant. « Les attentes en termes de développement durable et les contraintes croissantes en matière d'écologie et de performance énergétique vont modifier notre façon de travailler, estime Xavier Lanthiez, directeur du développement des ressources humaines du groupe. L'objectif de ce brain-storming est de réfléchir à l'évolution des bâtiments et, par ricochet, d'anticiper les compétences dont nous aurons besoin. » A. B.

